

# **CONTRE L'UTILISATION CAPITALISTE DE LA CRISE : INITIATIVE POLITIQUE AUTONOME DE LA CLASSE OUVRIERE !**

En dépit de sa gravité, la crise financière et industrielle actuelle ne signifie malheureusement pas la fin de la domination du capital et du salariat. Les patrons du monde entier et leurs Etats s'affairent pour que la facture soit payée par les exploités. Le G20 a montré que lorsqu'il s'agit de défendre le système, la concurrence entre eux s'efface pour laisser la place à une énergique action commune.

La Chine fournit l'essentiel des munitions aux Etats-Unis pour que ceux-ci puissent continuer de s'endetter pour soutenir l'économie capitaliste mondiale. Les plans de relance mobilisent des milliers de milliards. Les bilans des banques, dont plusieurs des plus importantes ont failli crever ensevelies par la faillite de beaucoup de leurs produits financiers les plus juteux, sont désormais *de facto* garantis par la dette publique.

Après avoir profité pendant des années de crédits bon marché élargis avec aisance par les établissements financiers et qui leur avaient permis de sortir de la grave crise industrielle de 2000-2001, les entreprises vont bénéficier des retombées colossales des dépenses publiques renforcées par les plans d'aide mis en place par les Etats.

Ce n'est pas la fin de la crise, mais, clairement, les capitalistes semblent l'entrevoir dans quelques mois. Sans prendre leurs prédictions pour argent comptant, les chances que les dispositifs gigantesques mis en œuvre par les gouvernements fassent échec à la crise ne sont pas minces. Certes, un accident de parcours est vite arrivé, mais la classe capitaliste est en train de montrer qu'elle a beaucoup appris de ses échecs passés.

C'est pourquoi, pour les prolétaires, l'après-crise risque fort d'être plus dure que la crise elle-même. Les patrons gèrent avec le maximum d'efficacité possible leurs difficultés actuelles tout en clamant sur les toits que la crise est terrible, d'une envergure presque inédite. En petit comité, ils font preuve d'une grande créativité pour dégager des solutions viables à leurs problèmes et, en public, ils se disent désespérés, démunis face à l'impondérable.

La vérité est qu'ils profitent à fond de la crise pour réduire encore davantage l'initiative et le pouvoir ouvrier sur les conditions de travail et le marché de l'emploi. Les patrons se livrent à une véritable guerre politique contre la classe ouvrière pour gagner encore plus de positions, pour renforcer leur dictature sur les lieux de travail et dans la société.

L'utilisation capitaliste de la crise se traduit pour les prolétaires par une vague massive de licenciements « préventifs », la baisse des salaires réels, le resserrement du commandement patronal dans les usines et les bureaux et par la mise au pas des secteurs les plus récalcitrants de la force de travail avec ou sans emploi.

Cette offensive ne s'arrêtera pas avec la fin de la crise si les travailleurs laissent faire. Après avoir paré au plus urgent, il restera à combler les énormes déficits budgétaires accumulés à la suite des plans de relance et des aides aux entreprises. L'inflation repartira de plus belle rongant le pouvoir d'achat des salaires. Bien avant de recommencer à investir, les patrons tentent d'augmenter la productivité du travail et d'assainir les bilans de leurs entreprises en augmentant les cadences, en rallongeant les horaires de travail, en imposant plus de flexibilité et en faisant baisser la masse salariale.

S'ils ne réagissent pas vite et fort contre le plan du capital, les prolétaires, attaqués au travail et en dehors, seront les grands perdants de la crise. Demander à l'Etat une relance de l'économie capitaliste par la hausse de la consommation des ménages comme le font les syndicats, relève d'une

volonté délibérée ou pas, peu importe, de jeter de la poudre aux yeux des travailleurs.

Les capitalistes savent très bien ce qui est bon pour eux et pour leur économie. Leur projet est de refaire une santé aux entreprises en pressurant salaires et énergies des travailleurs. Ce n'est pas à nous de leur expliquer ce qu'il faut faire pour remettre à flot les profits. Ce n'est pas non plus à nous de sauver leur économie et leurs Etats. Il nous faut au contraire défendre pied à pied nos salaires et nos conditions de travail, même si cela rentre en conflit avec la survie de telle ou telle entreprise, de tel ou tel Etat ou de l'économie capitaliste dans son ensemble.

Les ouvriers ne doivent pas avoir peur de leur force. Les luttes isolées, y compris celles menées à juste titre avec la plus grande fermeté (occupations et séquestrations de dirigeants) pour arracher un meilleur traitement, ne suffisent pas à enrayer une offensive d'une telle ampleur. C'est uniquement à partir du plein exercice de cette force unifiée que les patrons et les Etats seront obligés de revoir leurs ambitions à la baisse.

Dans l'immédiat, il faut œuvrer pour que les combats singuliers qui se mènent dans les usines et bureaux qui licencient trouvent un débouché commun. Et qu'il n'y ait pas de fils qui se finissent autant que faire se peut aux luttes qui se poursuivent pour le salaire dans d'autres entreprises. Les moyens pour y parvenir sont à décider par les ouvriers mais aucun n'est à exclure.

Pour y parvenir, les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes, en tournant le dos à leurs faux amis et faux défenseurs que sont les syndicats, les partis de gauche et d'extrême gauche et autres associations de cette nature.

L'organisation autonome de la force ouvrière passe par la constitution, dans le feu du combat contre les conséquences de la crise capitaliste, d'un tissu bien enraciné sur les lieux de travail et dans les quartiers de structures de base capables de réunir les prolétaires les plus combatifs et lucides autour d'une perspective qui ne se cantonne pas à la seule défense des intérêts immédiats.

Les patrons et les Etats n'hésitent pas à utiliser la crise économique de leur système pour accroître leur emprise politique sur la classe ouvrière. Pour eux, la distinction entre politique et économique n'existe pas. Ils nous le montrent tous les jours. Cette séparation ne doit pas exister pour nous non plus.

En revanche, la gauche et l'extrême-gauche tentent encore, alors même que le capitalisme montre un peu plus son véritable visage, de nous convaincre que nous devons nous cantonner à une lutte syndicale menée avec des moyens et des objectifs compatibles avec le système. Ils nous demandent aussi d'exprimer périodiquement nos opinions politiques de citoyens bien disciplinés et isolés dans les urnes, au moyen de l'élection de représentants de l'Etat capitaliste.

En un mot, ils nous proposent d'accepter le monde tel qu'il est avec des vagues promesses d'améliorer ici et là des détails de l'exploitation. Ils agissent, de la sorte, comme les meilleurs soutiens du capital, comme la première ligne de résistance du système contre la classe ouvrière.

La crise capitaliste est une opportunité pour que l'intelligence collective des prolétaires s'exerce à penser un avenir sans patrons, sans exploitation et sans Etats. C'est une occasion pour que la politique indépendante de la classe ouvrière renoue avec son passé le plus glorieux et aborde l'avenir avec la confiance nécessaire pour se débarrasser définitivement du capital.

*Bruxelles-Paris, le 1<sup>er</sup> mai 2009*

## **Mouvement Communiste**

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.  
Consulter le site Internet de Mouvement Communiste : [www.mouvement-communiste.com](http://www.mouvement-communiste.com)